DIAL 3652

ÉQUATEUR - Défaite de la droite, résurgence du corréisme ?

Pablo Ospina Peralta

jeudi 23 mars 2023, mis en ligne par Dial

Pablo Ospina Peralta, professeur à l'Université Andine Simón Bolívar, analyse à chaud les résultats des élections locales et régionales équatoriennes du dimanche 5 février 2023. Cette colonne d'opinion a été publiée sur le site de la revue Nueva Sociedad *en février 2023.*

Les élections régionales ont donné la victoire aux candidats de l'ex-président Rafael Correa dans les villes de Quito et Guayaquil, les plus importantes du pays, et ont signé la défaite du président Guillermo Lasso à l'issue d'un référendum qui s'est fait l'écho du mécontentement populaire vis-à-vis du gouvernement du président de centre-droite.

L'Équateur s'est rendu aux urnes dimanche 5 février pour renouveler les gouvernements locaux, paroissiaux, municipaux et provinciaux. Ont également été élus sept membres du Conseil de participation citoyenne et de contrôle social, le « cinquième pouvoir », chargé de désigner, par concours de mérite, les titulaires des organes de contrôle de l'État : le Bureau du Contrôleur, celui du Procureur et du Procureur Général, entre autres. Enfin, le gouvernement Lasso, en fonction depuis 2021, a proposé huit questions dans le cadre d'un référendum en vue de modifier la Constitution et un ensemble de lois complémentaires sur des thèmes divers tels que l'insécurité, la réforme politique ou la protection de l'environnement.

Les questions du référendum faisaient partie d'un long feuilleton télévisé, dont les premiers épisodes s'étaient déroulés sur fond de tensions entre Lasso et la majorité de l'opposition à l'Assemblée nationale. Deux ans après son entrée en fonction, au milieu de tergiversations et de revirements, le gouvernement a présenté huit questions destinées à lui gagner le soutien populaire et à affaiblir l'opposition : de l'autorisation de l'extradition de narcotrafiquants à la réduction du nombre de députés, en passant par la suppression de toutes les prérogatives importantes du Conseil de participation citoyenne et de contrôle social.

Les sondages menés pendant la campagne donnaient systématiquement un net avantage au « oui ». Même le sondage réalisé à la sortie des urnes, sur commande d'un média, considérait la victoire du gouvernement acquise. Mais dans un renversement insoupçonné de la situation, qui prit le gouvernement par surprise, la victoire du « non » a été confirmée deux jours plus tard pour toutes les questions. Si le gouvernement cherchait à reprendre un peu son souffle dans sa lutte contre l'opposition, l'effet a été contraire à celui attendu : l'ampleur du rejet populaire à son égard et de la méfiance envers les intentions de Lasso est sans appel. Cerné par l'incapacité et empêtré dans l'orthodoxie fiscale pour gérer la prospérité économique inattendue déclenchée par la hausse des prix du pétrole, Lasso est sur la sellette en raison des niveaux d'insécurité et de chômage sans précédent. La chute libre de sa popularité s'est révélée impossible à freiner après la campagne de vaccination réussie du début de son mandat.

Les élections locales allaient ratifier le verdict du référendum. Le parti de Lasso, le mouvement Creando Oportunidades (CREO), a perdu la seule préfecture provinciale qu'il détenait et n'en a remporté aucune

autre ; sur les trois mairies de capitales provinciales qu'il détenait, il ne lui reste que celle de la ville amazonienne de Zamora, dans le sud-est du pays. Pour le moment, le CREO ne semble avoir gagné que quelque 10 mairies dans tout le pays, alors qu'en 2019 il en avait remporté 32.

Outre la défaite cinglante du gouvernement, il y a eu d'autres grands perdants. Le Parti social-chrétien (PSC) d'abord, représentant de la droite patronale, qui a dû renoncer à ses bastions de Guayaquil et Guayas, où il avait pourtant été vainqueur sans arrêt pendant 30 ans. La Gauche démocratique (ID) aussi, un parti social-libéral qui a émergé ex-abrupto lors des élections présidentielles de 2021 et qui n'a remporté qu'une demi-douzaine de mairies, dont, dans le sud andin, celle de Cuenca, son ancien fief électoral.

Il y a aussi trois grands gagnants. Premièrement, le parti Révolution citoyenne (RC) de l'ex-président Rafael Correa, qui a remporté huit préfectures provinciales sur 23, dont les plus grandes du pays : Pichincha, Azuay, Manabi et Guayas. Le parti RC a également remporté les mairies de Quito et de Guayaquil, ainsi que trois autres capitales provinciales. Ce retour en force après la débâcle de 2019 est dû à un effort pour attirer d'anciens partisans, en particulier des autorités locales en poste et à d'autres alliances locales, presque toutes initiées depuis la Belgique, où réside l'ex-président. La souplesse stratégique dans le choix des profils des candidats dépend essentiellement de cette centralisation organique : RC a su attirer des dirigeants sportifs (le maire élu à Guayaquil), d'anciens militants du corréisme qui avaient quitté les files du mouvement (la préfète en poste dans la province côtière de Santo Domingo, qui a été réélue) ou des dirigeants locaux qui s'étaient présentés aux élections antérieures avec le PSC (c'est le cas du préfet en poste à Santa Elena, aussi sur la côte, qui n'a pas été réélu). La détérioration actuelle de l'économie contribue également à redorer le blason d'un gouvernement qui a coexisté avec la prospérité du boom des matières premières.

Le deuxième gagnant est le Mouvement de l'unité plurinationale Pachakutik, le mouvement électoral lié à la Confédération des nationalités indiennes de l'Équateur (Conaie), qui a remporté sept préfectures (il en avait remporté cinq en 2019). Il s'agit dans ce cas de préfectures plus petites, de provinces marginalisées à forte présence indienne, à l'exception de Tungurahua (dans la Sierra centrale), une province plus grande et dynamique où la mairie d'Ambato, sa capitale, a été remportée pour la première fois par une femme indienne. Contrairement au corréisme, la souplesse des alliances électorales du Pachakutik s'explique par la grande décentralisation de sa structure organisationnelle. Il est même allé jusqu'à passer des alliances avec le CREO dans la province amazonienne d'Orellana ou un accord électoral dans la province de Pichincha avec l'ancien maire de Quito, Jorge Yunda, accusé de corruption pendant la pandémie et démis de ses fonctions. L'alliance avec Yunda a permis au candidat indien à la préfecture provinciale, ancien maire apprécié de la ville de Cayambe (au Nord du Quito), Guillermo Churuchumbi, d'obtenir un pourcentage historique de 25% des voix.

Le troisième gagnant est un ensemble hétéroclite de partis locaux, d'envergure provinciale ou municipale, qui se retrouvent avec 31 mairies sur 114 dans les premiers résultats diffusés. Si chaque configuration locale est différente et s'il est impossible de généraliser à grands traits sur ces mouvements locaux, il est certain néanmoins que leur nombre augmente depuis une dizaine d'années (il y avait 26 mairies aux mains de groupements locaux en 2014, 41 en 2019 et il pourrait y avoir plus de 50 en 2023) – ce qui témoigne de la crise terminale prolongée des partis ou des mouvements politiques nationaux.

Ces résultats permettent-ils de se faire une idée de ce que l'on peut attendre des élections nationales de 2025 ? Du côté de la droite, le redressement s'apparente aux dieux grecs : beau et lointain. Ni le CREO, ni le PSC ne semblent capables d'incarner de réels espoirs. Au centre, les espoirs de l'ID pour représenter une option « modérée » au gouvernement de Lasso se sont considérablement affaiblis.

Des deux vainqueurs, l'ancien président Rafael Correa apparaît comme le futur grand électeur. Il y a pourtant une grande différence entre les élections locales et les élections nationales : dans ces dernières, il n'y a pas de second tour. Le parti de Correa s'est révélé être le mieux placé pour les premiers tours, lorsqu'il est impératif de disposer d'un « vote dur » de 25% de l'électorat, qui peut être augmenté de quelques points en fonction de la qualité du candidat ou de la campagne. Pour le moment, cela lui suffit

pour remporter des gouvernements locaux (à Quito, Pabel Muñoz a remporté la mairie avec 25% des voix). Mais cela s'est également révélé insuffisant. Les résultants du corréisme sont moins convaincants aux seconds tours, puisque, lors des ballottages, ce ne sont plus seulement les soutiens qui comptent, mais aussi et surtout les rejets, qui avaient empêché Andrés Arauz de l'emporter en 2021. Le Pachakutik semble avoir de meilleures chances lors d'un second tour, à condition que ses bases sociales indiennes hétérogènes et ses alliés réussissent à s'organiser pour proposer une option viable, idéologiquement cohérente et unitaire lors du premier tour, ce qui est leur plus grand défi.

Autre élément important : toute alliance entre les deux mouvements vainqueurs est pratiquement exclue. Preuve en est que malgré la souplesse dont ont fait montre RC et le Pachakutik dans leur recherche d'alliances, aucune des 221 circonscriptions municipales n'a fait l'objet d'une alliance entre eux en 2023. Le fossé reste aussi infranchissable que ces dernières années.

Il y a cependant une autre option. Lors de l'élection des sept conseillers du Conseil de participation, 45 candidats et candidates ont rivalisé pour montrer qu'ils n'étaient liés à aucun parti politique ou homme politique, qu'ils n'avaient aucun passé politique, qu'ils ne défendaient aucun intérêt particulier. Mais cela entravait du même coup tout critère de discernement pour les électeurs : 45 inconnus sans passé ni avenir dans la vie publique. Cette élection des conseillers, où cinq millions de votes nuls ou blancs ont fait presque triplé le score du candidat le mieux placé, pourraient être le prélude d'un système politique sans partis, où à chaque élection apparaissent de nouveaux appareils électoraux inconnus pour épauler des candidats sans histoire, ni parcours, ni idéologie clairement identifiable. De tels appareils disparaîtraient à l'élection suivante pour céder leur place à de nouveaux et ainsi de suite.

Le désarroi et la méfiance proliféreraient dans ce système sans référents politiques ou idéologiques apparents. Dans l'Équateur dessiné dans un tel scénario pourrait surgir un démiurge parachuté de nulle part. Et dans cette loterie, ce sont les plus puissants et les plus riches qui ont le plus de chances, non les plus organisés.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3652.
– Traduction d'Ellie Douska pour Dial.
– Source (espagnol) : *Nueva Sociedad*, février 2023.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.